



NOS CONDITIONS GENERALES DE VENTE :

Article 1. Mentions tarifaires

1.1 Tarif Bilan de compétences

Citizen-Coach propose deux formules de bilan de compétences.

Le tarif du bilan de compétence « autrement » est de 60€ par heure net de taxes en autofinancement, pour un maximum de 24 heures (1440 euros). En financement par l'employeur ou via un compte CPF, le montant est de 66€ de l'heure soit jusqu'à 1600€.

Le tarif du bilan de compétence créateur est de 60€ par heure net de taxes en autofinancement, pour un maximum de 24 heures (1440 euros). En financement par l'employeur ou via un compte CPF, le montant est de 90€ soit jusqu'à 1800 €.

1.2 Tarif du coaching

Le tarif d'un accompagnement est de 60€ TTC de l'heure, pouvant aller jusqu'à un maximum de 20 heures soit 1200€. La prise en charge peut se faire soit par l'employeur soit en autofinancement.

1.3 Tarifs de la formation « déployer ses talents en France »

La formation s'effectue sur cinq jours au tarif de 50€ la journée, soit 250€. En sa qualité d'entreprise de l'économie sociale et solidaire, cette formation est susceptible d'être prise en charge par les financements publics.

1.4 Tarif solidaire

Un tarif solidaire est applicable aux prestations : 35€ de l'heure pour le coaching et les bilans de compétences, cela sous réserve de la présentation d'un justificatif de minima social (ARE MINIMAL, RSA, ASS)



ARTICLE 2. GÉNÉRALITÉS

Les présentes conditions générales de prestations de services ont pour objet de préciser l'organisation des relations contractuelles entre le Prestataire et le Client, elles s'appliquent à tous les accompagnements de type Bilan de compétences/Formation/Coaching effectués par Citizen-Coach, à l'exception de celles bénéficiant de contractualisation spécifique, et complètent la volonté commune des parties pour tous les points où celle-ci n'aura pas été clairement exprimée.

Le terme « Prestataire » désigne Citizen-Coach SAS au capital social de 100€, Déclaration d'activité enregistrée sous le numéro 24370420837 auprès de la Préfète la région Centre Val de Loire, dont le siège social est situé 58 rue Georges Sand 37000 Tours, immatriculée à l'INSEE sous le numéro Siren 895281830, représentée par Sophie PERARD.

Le terme « Client » désigne la personne physique signataire du contrat de formation / Bilan de compétences / contrat de coaching et acceptant les présentes conditions générales, ou encore les signataires de convention de formation tripartite (au sens des articles R.6322-32,R.6422-11 du Code du Travail), c'est-à-dire lorsque l'action est financée par l'employeur dans le cadre du plan de développement des compétences, ou dans le cadre d'un budget spécifique, ou par un autre financeur institutionnel.

Dans le cadre de la mobilisation des heures CPF à l'initiative du bénéficiaire, une convention bipartite est conclue fixant les conditions générales et particulières faisant référence aux C.G.U. de la plateforme moncompteformation.gouv.fr.

Dans le cadre d'un auto-financement par le bénéficiaire, une convention bipartite est également conclue fixant les conditions générales et particulières de l'accompagnement.

Les conditions générales s'appliquent de façon exclusive aux prestations de formations / Bilans de compétences / coaching conclues entre le Prestataire et le Client.

Toutes autres conditions n'engagent le Prestataire qu'après acceptation expresse et écrite de sa part.

Les informations et/ou prix figurant sur les documents, catalogues, publicités, prospectus ou sites internet du Prestataire ne sont données qu'à titre indicatif. Le seul fait d'accepter une offre du Prestataire emporte l'acceptation sans réserve des présentes conditions générales.

Les offres du Prestataire sont valables dans la limite du délai d'option fixé à deux mois à compter de la date de l'offre, sauf stipulations contraires portées sur celle-ci.

Les conditions générales peuvent être modifiées à tout moment et sans préavis par le Prestataire, les modifications seront applicables à toutes les commandes postérieures à ladite modification.

Lorsqu'une personne entreprend une formation / accompagnement en bilan de compétences / à titre individuel et à ses frais, le contrat est réputé formé lors de sa signature, le contrat est soumis aux dispositions des articles L.6353-3 à L.6353-9 du Code du Travail.

Dans tous les autres modes de financement, la convention, au sens de l'article L.6353-1 du Code du



Travail, est formée par la réception, par le Prestataire, du bulletin ou de tout autre courrier de commande signé par le Client, à l'exception de ceux bénéficiant de contractualisation spécifique.

Les formations / bilan de compétences / proposés par le Prestataire relèvent des dispositions figurant à la VIe partie du Code du Travail relatif à la formation professionnelle continue dans le cadre de la formation professionnelle tout au long de la vie.

Concernant les contrats de coaching, ces derniers relèvent du droit général des contrats : ils sont réputés formés lors de leur signature.

ARTICLE 3. DOCUMENTS RÉGISSANT L'ACCORD DES PARTIES

Les documents régissant l'accord des parties sont, à l'exclusion de tout autre, par ordre de priorité décroissante :

Pour le bilan de compétences/formations :

1. Le Règlement intérieur du Prestataire, pris en application de l'article L.6352-3 et R.6352-3 à R.6352-15 du Code du Travail relatif aux droit et obligations des stagiaires / bénéficiaires au cours des sessions de formation / accompagnement bilan de compétences, et à la discipline et aux garanties attachées à la mise en œuvre des formations / accompagnements bilans de compétences.
2. Le Règlement intérieur de l'établissement accueillant les accompagnements
3. Les avenants éventuels aux conventions de formation / bilan de compétences acceptées par les deux parties
4. Les éventuelles conventions de formation / bilan de compétences / acceptées par les deux parties
5. Les éventuelles conventions de partenariat de formation / bilan de compétences signées entre le Prestataire et le Client
6. Le bulletin d'inscription dûment complété
7. Les fiches pédagogiques des formations / bilan de compétences
8. Les avenants aux présentes conditions générales
9. Les présentes conditions générales
10. Les offres remises par le Prestataire au Client
11. La facturation
12. Les cahiers des charges éventuellement remis par le Client au Prestataire
13. Toutes autres annexes.

Pour le coaching :

1. Le Règlement intérieur du Prestataire.
2. Le Règlement intérieur de l'établissement accueillant les accompagnements
3. Les avenants éventuels au contrat de coaching/convention ou contrat de formation.



4. Les éventuels contrats de coaching /conventions ou contrat de formation
5. Les avenants aux présentes conditions générales
6. Les présentes conditions générales
7. Les offres remises par le Prestataire au Client
8. La facturation
9. Les cahiers des charges éventuellement remis par le Client au Prestataire
10. Toutes autres annexes.

En cas de contradiction entre documents, celui de priorité supérieure prévaudra pour l'interprétation en cause.

Les dispositions des conditions générales et des documents précités expriment l'intégralité de l'accord conclu entre les parties. Ces dispositions prévalent donc sur toute proposition, échange de lettres, notes ou courriers électronique antérieurs à sa signature, ainsi que sur toute autre disposition figurant dans des documents échangés entre les parties et relatifs à l'objet du contrat.

ARTICLE 4. MODALITÉS D'INSCRIPTION

La convention n'est parfaitement conclue entre les parties que sous réserve de l'acceptation expresse de la commande.

Pour le bilan de compétence et les actions de formation, l'acceptation de la commande sera effective à partir de la réception de l'un des documents suivants signés : la convention de formation bipartite ou tripartite signée par toutes les parties, le bon de commande émis par le Commanditaire (Client) et la validation dématérialisée du dossier CPF réalisé sur la plateforme moncompteformation.gouv.fr accompagnée de la convention d'engagement papier. Toute modification de la commande demandée par le Client est subordonnée à l'acceptation expresse et écrite du Prestataire.

Pour le coaching, l'acceptation de la commande sera effective à partir de la réception du contrat de coaching signé.

ARTICLE 5. CONDITIONS D'INTÉGRATION

La participation à la prestation n'est effective qu'après co-évaluation de sa pertinence et validation du dossier.

Toutes les phases de validation ou de co-évaluation de pertinence des participants à la prestation relèvent d'une co-décision du Prestataire et du futur bénéficiaire. Le Prestataire se réserve le droit d'orienter le demandeur vers d'autres partenaires ou prestations plus adaptées à son besoin et sa situation. Le participant / bénéficiaire de la prestation a donné au préalable son propre accord et choix éclairé pour en bénéficier aux conditions de réalisation annoncées.



ARTICLE 6. CONDITIONS D'INSCRIPTION & FINANCIÈRES

Nos tarifs comprennent uniquement la formation, et/ou l'accompagnement et/ou le support pédagogique. Les repas ne sont pas compris dans ce tarif, sauf avis contraire exprimé à l'inscription et option proposée par le Prestataire. Dans ce cas, ils sont facturés en sus et imputables sur la participation de l'employeur dans la limite de cinq fois le minimum garanti par jour et par stagiaire. Ce montant est réactualisé et publié au Journal Officiel vers la fin de l'année civile en cours pour l'année suivante.

Les frais de déplacement et d'hébergement restent à la charge exclusive du Client.

6.1. Concernant les conventions de formation (financement entreprise)

A réception de l'inscription du Client, le Prestataire fera parvenir une convention d'accompagnement ou une facture valant convention simplifiée et précisant les conditions financières.

6.2. Concernant les contrats de formation (financement personne physique à ses frais) uniquement

A compter de la date de signature du contrat de formation / convention d'accompagnement, le Client a un délai de 10 jours pour se rétracter (article L6353-5 du Code du Travail). Si tel est son souhait, il en informe le Prestataire par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, aucune somme ne peut être exigée du Client.

A l'expiration du délai, il ne peut être payé une somme supérieure à 30% du prix (se reporter au contrat pour le montant précis). Le solde donne lieu à échelonnement des paiements au fur et à mesure du déroulement de l'action de formation / bilan de compétences, comme stipulé au contrat de formation / bilan de compétences (Article L6353-6).

Dans le cadre d'un financement sur les heures de CPF, les conditions d'inscription et d'annulation sont précisées dans le document intitulé « Conditions particulières titulaires » téléchargeable sur le site moncompteformation.gouv.fr : se référer à l'article 4 définissant la politique d'annulation, et aux articles 4.1 (droit de rétractation), 4.2 (condition d'annulation de l'action de formation) et 4.3 (conditions financières en cas d'annulation par le stagiaire).

ARTICLE 7. CONDITIONS ET MOYENS DE PAIEMENT

Les prix sont établis nets de taxes. Ils sont facturés aux conditions de la convention ou contrat de formation / bilan de compétences. Les paiements ont lieu en euros.

Les règlements pourront être effectués soit par virement sur le compte de Citizen-Coach à la banque, soit par chèque libellé à l'ordre de Citizen-Coach, soit via le paiement en ligne proposé par la plateforme Mon compte formation. Pour les organismes soumis au Code des Marchés Publics, la



facture leur sera communiquée après la formation. A compter de cette date, le règlement devra être effectué au plus tard dans les 30 jours.

Dans le cadre de l'utilisation de ses heures de CPF sur moncompteformation.gouv.fr, une fois la prestation finalisée, le compte CPF du bénéficiaire sera décrémenté du montant correspondant au tarif de l'accompagnement réalisé. Pour les financements dans le cadre du CPF, se référer aux « Conditions particulières organismes de formation » figurant sur moncompteformation.gouv.fr à l'article 6.4 intitulé : « Délais et conditions de paiement ».

6.1. Modalités de paiement

Pour les financements réalisés par l'entreprise, ou le bénéficiaire, les paiements ont lieu à réception de la facture en fin d'accompagnement, sans escompte ni ristourne ou remise sauf accord particulier. Les dates de paiement convenues contractuellement ne peuvent être remises en cause unilatéralement par le Client sous quelque prétexte que ce soit, y compris en cas de litige.

En tout état de cause le Client s'engage à verser au Prestataire le complément entre le coût total des actions de formations / bilan de compétences mentionné aux présentes et le montant pris en charge par l'OPCO ou tout autre organisme. Le Prestataire adressera au Client les factures relatives au paiement du complément cité à l'alinéa précédent selon la périodicité définie à la convention.

En cas de modification de l'accord de financement par l'OPCO ou tout autre organisme, le Client reste redevable du coût de formation / bilan de compétences non financé par ledit organisme.

7.2. Retard de paiement

Pour les financements réalisés par l'entreprise ou le bénéficiaire, les pénalités de retard de paiement commencent à courir après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les indemnités de retard de paiement sont calculées sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage.

Pour les financements dans le cadre du CPF, se référer aux « Conditions particulières organismes de formations » figurant sur moncompteformation.gouv.fr à l'article 6.4 intitulé : « Délais et conditions de paiement ».

ARTICLE 8. MODALITÉS, DEROULEMENT, NATURE DES PRESTATIONS

8.1. Effectifs Formations / Bilans de compétences / Coaching

Les bilans de compétences et les séances de coaching sont réalisés en individuel, toujours accompagnées du même consultant intervenant sauf proposition particulière répondant aux besoins ou à la demande du bénéficiaire.



Concernant les formations de groupe, elles sont effectuées en groupe de 6 personnes maximum.

8.2. Modalités de déroulement de la prestation

Les formations / bilan de compétences/ coaching ont lieu aux dates et conditions indiquées sur les fiches pédagogiques de la formation / bilan de compétences/ contrat de coaching.

Les horaires d'ouverture de nos locaux sont de 9H00 à 17H00 du lundi au vendredi, sauf condition particulière acceptée par les deux parties le samedi.

8.3. Nature de la prestation

Les actions assurées par le Prestataire entrent dans le champ de l'article L. 6313-1 du Code du Travail. A l'exception du coaching.

8.4. Lieu de la prestation

La prestation d'accompagnement bilan de compétence/ coaching se déroule, selon le choix du participant, le planning des séances est fixé dans le contrat/convention de formation. Lorsque la situation l'exigera, l'accompagnement pourra se dérouler à distance via un logiciel de visioconférence permettant une connexion audio et vidéo.

Dans le cadre de la formation de groupe, elle est effectuée en présentiel dans les locaux de Citizen-Coach, le planning est fixé dans la convention/contrat de formation.

8.5. Assurance

Le Client s'oblige à souscrire et maintenir en prévision et pendant la durée de l'accompagnement une assurance Responsabilité Civile couvrant les dommages corporels, matériels, immatériels, directs et indirects susceptibles d'être causés par ses agissements ou ceux de ses préposés au préjudice du Prestataire. Il s'oblige également à souscrire et maintenir une assurance Responsabilité Civile désignant également comme assuré le Prestataire pour tous les agissements préjudiciables aux tiers qui auraient été causés par le participant ou préposé, et contenant une clause de renonciation à recours, de telle sorte que le Prestataire ne puisse être recherché ou inquiété.

ARTICLE 9. ANNULATION D'UNE PRESTATION

A défaut de précisions aux conventions, les conditions d'annulation de celles-ci par le Prestataire sont les suivantes : dans l'hypothèse où le participant ne pourrait pas ou plus honorer les rendez-vous planifiés même en cas d'aménagement horaire proposé par le Prestataire accompagnateur, le Prestataire se réserve le droit d'annuler ladite prestation en accord avec le financeur ou pourra



proposer de reporter à une date ultérieure qui sera communiquée par le Prestataire en accord avec le participant et l'organisme financeur.

Néanmoins, faute du report de l'accompagnement à une date ultérieure et de réalisation totale de la prestation, le Prestataire procédera au remboursement des sommes éventuellement perçues et effectivement versées par le Client / financeur.

ARTICLE 10. RÉSILIATION OU ABANDON DE LA PRESTATION

Faute de réalisation totale ou partielle de la prestation de formation, l'organisme prestataire doit rembourser au cocontractant les sommes indûment perçues de ce fait.

ARTICLE 11. ASSIDUITÉ

La participation à la totalité de l'accompagnement organisé par le Prestataire dans le cadre de ses prestations est obligatoire.

L'assiduité totale à la prestation bilan de compétences est exigée pour obtenir la synthèse finale.

Toute absence à une séance doit être exceptionnelle et nécessitera un justificatif écrit. Cependant, le manque d'assiduité du participant, soit du fait du Client, soit du fait de ses préposés, sauf cas de force majeure, entraînera de plein droit la facturation au Client par le Prestataire d'une indemnité à titre de clause pénale d'un montant égal à 50% du prix de l'accompagnement (au prorata journalier). Cette indemnité ne peut être imputée par l'employeur au titre de son obligation définie par l'article L.6331-1 du Code du Travail, ni faire l'objet d'une demande de remboursement ou de prise en charge par l'OPCO.

ARTICLE 12. TRAVAUX PRÉPARATOIRES ET ACCESSOIRES À LA COMMANDE

Tous les plans, descriptifs, documents techniques, rapports préalables, devis ou tous autres documents remis à l'autre partie sont communiqués dans le cadre d'un prêt d'usage à seule finalité d'évaluation et de discussion de l'offre commerciale du Prestataire. Ces documents ne seront pas utilisés par l'autre partie à d'autres fins. Le Prestataire conserve l'intégralité des droits de propriété matérielle et intellectuelle sur ces documents. Ils seront restitués au Prestataire à sa première demande.

ARTICLE 13. INFORMATIONS

Le Client s'engage à transmettre toutes informations utiles à la mise en œuvre du service demandé au Prestataire.



ARTICLE 14. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Chaque partie s'engage à considérer toutes informations techniques, pédagogiques, didactiques, éducatives, documentaires, financières, commerciales et/ou juridiques, tout savoir-faire relatif à des études, des rapports, des produits ou des développements, des plans, des modélisations etc... qui lui seront remis par une autre partie comme étant la propriété industrielle et/ou intellectuelle de celle-ci et par conséquent à ne les utiliser que dans le cadre de l'exécution de la présente convention. Ces informations ne pourront être communiquées ou rendues accessibles à des tiers, en tout ou en partie sans l'aval écrit préalable de son propriétaire.

Les parties ne s'opposeront aucun de leurs droits de propriété industrielle et/ou intellectuelle leur appartenant qui feraient obstacle à la mise en l'œuvre de la commande.

ARTICLE 15. CONFIDENTIALITÉ

Les parties peuvent être amenées à s'échanger ou à prendre connaissance d'informations confidentielles au cours de l'exécution des présentes.

15.1. Définitions

Sont considérées comme informations confidentielles toutes informations techniques, pédagogiques, didactiques, éducatives, documentaires, financières, commerciales et/ou juridiques, tout savoir-faire relatif à l'accompagnement, aux conseils, à l'enseignement, à sa mise en pratique, à des études, des produits ou des développements, des plans, des modélisations et/ou produits couverts ou non par des droits de propriété intellectuelle, que ces informations soient communiquées par écrit, y compris sous format de schéma ou de note explicative, ou oralement.

15.2. Obligations

Les parties s'engagent à considérer comme confidentielles l'ensemble des informations, telles que ci-dessus définies, communiquées volontairement ou non par l'autre partie ou dont le cocontractant aurait pris connaissance à l'insu de son partenaire. La partie ayant pris connaissance de ces informations confidentielles ne pourra les communiquer, sous quelque forme que ce soit à quiconque. Les parties s'engagent à prendre toutes précautions utiles pour éviter toute divulgation ou utilisation non autorisée.

Particularités liées à l'utilisation des données du Centre

Le Prestataire met à disposition les moyens matériels strictement nécessaires à l'accompagnement (moyens audiovisuels, outils informatiques, supports écrits, ...). Il est entendu que les outils pédagogiques sont mis à la disposition du participant uniquement aux fins d'accompagnement en bilan de compétences ou coaching, ce qui exclut toute utilisation à des fins personnelles. En conséquence, le participant s'interdit notamment d'introduire, dans quelque système informatisé que ce soit, des données qui ne seraient pas strictement liées et nécessaires à son accompagnement.



Le participant s'interdit de supprimer, modifier, adjoindre un code d'accès, mot de passe ou clé différents de ceux qui ont été mis en place ainsi que d'introduire dans le système des données susceptibles de porter atteinte aux droits patrimoniaux et extra-patrimoniaux du Prestataire et/ ou de nuire au bon fonctionnement du Prestataire.

De la même façon, il s'interdit de falsifier, dupliquer, reproduire directement ou indirectement les logiciels, tout support mis à sa disposition pour les besoins de la formation et/ou auxquels il aura accès ainsi que de transmettre de quelque façon que ce soit des données propres au Prestataire.

Particularités liées à la conservation des documents relatifs au bénéficiaire de l'accompagnement
Citizen-Coach s'engage à détruire tout document personnel et particulièrement la synthèse à la fin de l'accompagnement.

15.3. Exceptions

Les obligations de confidentialité mentionnées ci-avant ne sauront s'appliquer aux informations dont la partie réceptrice peut démontrer qu'elles sont dans le domaine public au moment de leur divulgation, déjà connues de la partie réceptrice au moment de la divulgation, divulguées à la partie réceptrice par un tiers ayant le droit de divulguer ces informations, ou enfin, développées indépendamment par la partie réceptrice.

Les obligations de confidentialité et de non-utilisation ci-avant développées resteront en vigueur pendant un délai de 5 (cinq) ans à compter du terme ou de la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 16. DONNÉES PERSONNELLES

L'organisme accompagnateur est amené, pour traiter les demandes d'inscription et assurer son activité, à recueillir des informations et données personnelles qui font l'objet d'un traitement informatique destiné à répondre aux demandes de prestations d'accompagnement des cocontractants et au suivi de leur dossier.

Le responsable de traitement est Citizen-Coach, le destinataire des données personnelles est l'intervenant en charge de l'accompagnement. Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 et au Règlement Général sur la Protection des Données, tout Client et commanditaire bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui le concernent. Toute personne peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement des données la concernant. Toute personne souhaitant exercer ce droit et obtenir communication des informations la concernant, doit se mettre en relation avec Citizen-Coach par courrier, CITIZEN COACH EXERCICE DROITS RGPD 58 rue Georges Sand 37000 Tours ou par courrier électronique via accueil@citizen-coach.com

ARTICLE 17. CAS DE FORCE MAJEURE



Aucune des parties au présent contrat ne pourra être tenue pour responsable de son retard ou de sa défaillance à exécuter l'une des obligations à sa charge au titre du contrat / convention si ce retard ou cette défaillance sont l'effet direct ou indirect d'un cas de force majeure entendu dans un sens plus large que la jurisprudence française tels que :

1. Survenance d'un cataclysme naturel
2. Tremblement de terre, tempête, incendie, inondation, etc.
3. Conflit armé, guerre, conflit, attentats
4. Conflit du travail, grève totale ou partielle chez le fournisseur ou le Client
5. Conflit du travail, grève totale ou partielle chez les fournisseurs, prestataires de services, transporteurs, postes, services publics, etc.
6. Injonction impérative des pouvoirs publics (interdiction d'importer, embargo)
7. Accidents d'exploitation, bris de machines, explosion

Chaque partie informera l'autre partie, sans délai, de la survenance d'un cas de force majeure dont elle aura connaissance et qui, à ses yeux, est de nature à affecter l'exécution du contrat / convention.

Si la durée de l'empêchement excède 10 jours ouvrables, les parties devront se concerter dans les 5 jours ouvrables suivant l'expiration du délai de 10 jours ouvrables pour examiner de bonne foi si le contrat / convention doit se poursuivre ou s'arrêter.

ARTICLE 18. INTUITU PERSONAE & SOUS-TRAITANCE

18.1. Sous-traitance

Les parties se réservent également le droit de sous-traiter tout ou partie des prestations – auprès de toute personne, morale ou physique, étrangère à ses services ou à ses partenaires – qui lui sont confiées et ce sous son entière et seule responsabilité. Le sous-traitant n'aura pas à être agréé expressément par le cocontractant mais devra se soumettre aux mêmes engagements que ceux stipulés aux présentes. Par ailleurs, le cocontractant recourant à la sous-traitance devra veiller à ce que le contrat de sous-traitance ne puisse en aucun cas venir entraver la jouissance paisible du cocontractant ou interférer avec la présente convention.

18.2. Intuitu personæ – Cessibilité du contrat

Le présent contrat est conclu en considération des compétences des parties. Il est en outre conclu dans le contexte des besoins décrits par les présentes et en considération des équipes des parties. En conséquence, le présent contrat est incessible par les parties, sauf accord exprès, écrit et préalable du cocontractant. Les inscriptions aux prestations d'accompagnement du Prestataire sont donc strictement personnelles. Tout transfert de l'inscription au profit d'un tiers ou mise à disposition des supports de la formation à quelque titre que ce soit est strictement interdit.

ARTICLE 19. RÉFÉRENCIEMENT



Une fois l'accompagnement achevé, le Client autorise Citizen-Coach à mentionner son logo et à citer son nom au nombre de ses références. Si le Client ne souhaite pas apparaître dans la liste de référencement, il doit en informer le Citizen-Coach par écrit.

ARTICLE 20. DIFFÉRENDS ÉVENTUELS

Les parties conviennent d'épuiser toutes les solutions amiables concernant l'interprétation, l'exécution ou la réalisation des présentes, avant de les porter devant le Tribunal de Tours compétent. Les Parties acceptent cette attribution de juridiction sans aucune restriction ni réserve.